

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Reponse-du-Reseau-Sortir-du-nucleaire-aux>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Campagnes et mobilisations 2015 > Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! > Blog de campagne > **Réponse du Réseau "Sortir du nucléaire" aux organisations politiques qui demandent la fermeture de l'installation nucléaire de Malvesi près de Narbonne**

7 septembre 2015

Réponse du Réseau "Sortir du nucléaire" aux organisations politiques qui demandent la fermeture de l'installation nucléaire de Malvesi près de Narbonne

Réponse du Réseau "Sortir du nucléaire" aux organisations politiques du PCF, PG, Parti Occitan, Ensemble et à quelques personnalités signataires d'un texte demandant la fermeture de l'installation nucléaire de Malvesi près de Narbonne. [1]

Chers et chères camarades,

En désaccord avec plusieurs points de votre déclaration diffusée dans des réseaux antinucléaires, nous souhaitons y apporter notre réponse.

En premier lieu, nous percevons très bien le progrès non négligeable de la prise de position de certains partis et personnalités signataires de ce texte, plus connu jusqu'à présent pour leur défense de l'industrie nucléaire. Qu'ils réclament la fermeture d'une installation nucléaire dans leur région (l'usine de Malvés à Narbonne) montre qu'ils prennent en compte le danger que représentent de telles installations partout en France et dans le monde.

Nous comprenons aussi la difficulté à rédiger un texte commun entre organisations ayant des points de vue éloignés sur le nucléaire qu'il soit civil ou militaire.

L'exercice de synthèse entre ces positions divergentes sur le nucléaire civil et/ou militaire et ce que nous appelons « la chaîne du nucléaire » est compliqué. Il offre peu d'ouverture au compromis et encore moins aux demi-mesures. Comme nous, vous partez du principe que l'usine de Malvés est dangereuse à la fois pour les populations riveraines et les salariés mais, en évitant de pousser plus loin la réflexion sur les conséquences de la suppression de ce maillon dans la chaîne du nucléaire, vous nous fournissez une analyse qui, en définitive, validerait le nucléaire pour de nombreuses années.

Vous écrivez : « ...pour exiger la mise en place des conditions de fermeture du site de Malvés, et

pour permettre la relocalisation de la part de production de carburant nucléaire encore incompressible sur une zone à faible densité de population », « Par la relocalisation de la fabrication, le maintien d'emplois nécessaires au démantèlement et à la réhabilitation du site... ».

De fait, sous couvert de demander que soient réunies les conditions de la fermeture de l'usine de Malvésí, le texte :

- Entérine comme une fatalité la poursuite de la production de combustible nucléaire pendant encore de nombreuses années ;
- Défend l'option de la construction, sur deniers publics, d'une usine toute neuve de fabrication de combustible radioactif susceptible de fonctionner, pour le coup, quelques décennies (celle de Malvésí date de 1959...) ;
- Réclame de reléguer Malvésí dans des lieux "moins densément peuplés", où toute surveillance militante serait de ce fait plus difficile à mettre en œuvre, et sans que les pollutions afférentes en soient pour autant globalement diminuées. À L'heure des grandes résistances contre les projets inutiles et autres projets néfastes à l'environnement, imaginez-vous qu'une telle installation se ferait sans résistance ? Et les antinucléaires en seraient bien sûr partie prenante !

Pour résumer votre texte ne fait ainsi qu'entériner :

1. que la production d'uranium (et son extraction dans des conditions inacceptables), la production d'électricité par les centrales nucléaires... et de déchets nucléaires ne sont pas près de cesser, validant ainsi de fait la poursuite du nucléaire.
2. qu'il s'agit en demandant "la relocalisation de la part de production de carburant nucléaire encore incompressible sur une zone à faible densité de population" de financer, sur argent public, une nouvelle usine toute neuve, prête à fonctionner pour des décennies dans une zone où il y aurait de surcroît sans doute moins d'antinucléaires pour s'y opposer.

Enfin la présentation elle même des signataires pose question sur les relations qui devraient exister entre partis, syndicats, et mouvements et associations citoyennes.

Si l'engagement de syndicalistes ou de militant-e-s des mouvements associatifs dans les partis politiques est nécessaire à la vie et au débat démocratique, quelques règles toutefois doivent être respectées de part et d'autre. L'époque où des syndicalistes nommaient leur organisation syndicale dans des appels électoraux ou des soutiens à des partis politiques est heureusement quasiment révolue. Le seul syndicaliste EDF présent parmi vos signataires respecte d'ailleurs cette règle. Que le militant antinucléaire signataire (Jean-François Sauvaget) s'arroge le droit de signer en se revendiquant du Réseau "Sortir du nucléaire" et d'un collectif adhérent est regrettable.

De telles pratiques alimentent, et ne peuvent qu'encourager l'hostilité du monde associatif envers les partis politiques.

Nous faisons cette réponse, avec le souhait d'engager avec vous un échange. En effet le Réseau "Sortir du nucléaire" réclame depuis sa création l'instauration d'un débat public sur le nucléaire dans notre pays et bien entendu dans ce cadre, les partis politiques et les syndicats pourront y prendre une part importante. Créé dans une optique militaire le nucléaire souffre depuis plus de cinquante ans d'un déni total de démocratie. Que des partis et des candidats à une élection engagent le débat est donc une bonne chose que nous saluons.

Mais nous pensons que votre prise de position ne peut-être que le début d'un débat beaucoup plus large sur le nucléaire dans lequel doit s'inscrire bien sûr le sort des usines de fabrication du combustible, parmi lesquels figure l'usine de Malvésí. De ce débat, les antinucléaires ne peuvent être écartés, d'autant que le travail important réalisé par de nombreux militants depuis plusieurs années autour de l'usine de Narbonne (blocage de l'usine et d'un camion en 2013 suivi d'un procès victorieux en 2014 et d'un débat réussi en 2015, autant d'évènements assortis d'une forte médiatisation) a largement contribué à faire connaître les dangers, voire même l'existence de cette usine, à de

nombreux habitants du narbonnais.

Nous vous prions donc, chers et chères camarades, de recevoir nos salutations antinucléaires et démocratiques et nous sommes à votre disposition pour poursuivre ce débat.

6 septembre 2015

Le Conseil d'administration du Réseau "Sortir du nucléaire"

Notes

[1]

<https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/130815/lusine-areva-malvesi-nar-bonne-au-centre-des-debats>